

Archipélisation de la politique

Inspiré par l'observation extérieure et subjective de deux OPNI dans mon petit vécu politique, ce texte voudrait explorer en quoi ce moment peut paraître particulier à l'heure où la désorientation du citoyen croît sur fond de perte de légitimité du politique et de quasi disparition des partis traditionnels.

Situation

Selon les types d'élections et les périodes intermédiaires, "on" a souvent constaté ou du moins perçu une désaffection conjoncturelle ou chronique de la société à l'égard du politique : comme une cyclothymie du comportement citoyen qui tantôt court derrière un président-messie, tantôt le voue aux gémonies ; tantôt participe massivement aux élections, tantôt s'abstient tout aussi massivement. Le dernier président français a bien su jouer de cette cyclothymie pour réaliser ce que certains ont qualifié de hold-up¹ sur l'élection, profitant du flottement laissé par son prédécesseur et piégeant le scrutin dans l'alternative opportunément déséquilibrée entre la permanence d'une république imparfaite mais stable, start-up nation "en marche" dans la compétition mondiale schumpétérienne (destruction créatrice) et rassurante car "il faut protéger les français" et le risque flou teinté d'incompétence du repli nationaliste.

Le retour de bâton n'en est que plus dur et la suite plus incertaine : l'épisode des gilets jaunes, les nombreuses revendications sociales concernant chômage, retraites ou services publiques, qui ont émaillé les deux dernières années et avant, n'étant temporairement suspendus que par le confinement de la population pour cause de pandémie mondiale à l'occasion de laquelle l'Europe montre sa grandissante fragilité et sa vacuité politique, les traités n'ayant pas vraiment travaillé sur la cohésion et l'équité sociale entre états, ni lutté contre les dumpings fiscaux et sociaux qui sont les règles de notre mondialisation destructrice des environnements écologique et social. Si cette pandémie est l'occasion de serrer encore la vis des libertés, usant de la stratégie du choc pour peut-être bien "*banaliser dangereusement des atteintes aux libertés fondamentales*"², elle est aussi l'occasion de réfléchir sur l'après, même si l'on peut raisonnablement craindre que la machine reparte de plus belle, les pouvoirs s'étant renforcés d'autant plus qu'ils en tricotent un joli *storytelling* [4] de "*guerre contre..*" (Daech, le coronavirus, les inondations, etc..) dont le tempo médiatique est rythmé par les bilans quotidiens télédiffusés jusqu'à la sortie de crise. Cette fois-ci, les bilans sanitaires du directeur général de la santé . Les foules n'ont pas de mémoire mais *elles doivent pouvoir entendre le grondement de la bataille*³ afin de ne pas rester enfermées dans une lecture univoque, à l'avantage d'un seul ou au contraire de façon binaire : de sa caricature défavorable.

On voit ici l'importance de l'*opinion* et chacun perçoit que si elle ne manifeste pas la réalité, elle est un élément vital du politique. C'est la structure de l'espace de confrontation des opinions qui établit le sens de la chose politique à condition d'en garantir la pluralité dans l'espace public :

« *Les faits sont la matière des opinions, et les opinions, inspirées par différents intérêts et différentes passions, peuvent différer largement et demeurer légitimes aussi longtemps qu'elles respectent la vérité de fait. La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat.* »⁴

Cette pluralité est anesthésiée du fait que la fonction politique, adossée à la technocratie (elle même à la science économique "légitime" donc indiscutée), se calcifie et se ferme sur elle même. La caste est inatteignable et sourde. Le citoyen redemande la parole mais n'a plus les partis politiques pour le faire, si tant est que ces derniers fussent toujours un espace fiable pour prendre la parole. Le tyran est libre.

Coopérative et archipel

Si l'on n'est pas militant assidu depuis ses études, associatif galonné, énarque ou notable local, il reste encore difficile pour le commun des mortels d'entrer en politique, en aurait-il l'envie. D'ailleurs l'expression "entrer en politique" en dit long, comme on entrerait en religion, au couvent ou à l'armée d'où les autres citoyens restent exclus. Ces perspectives d'engagement n'étant pas toujours affolantes, beaucoup se contentent de regarder de plus ou moins loin, ou bien de détourner le regard. Mais "*si tu ne t'occupes pas de politique...*". Alors, de temps à autre, on jette un œil dans quelques réunions d'information ou meetings.

1. « fruit d'une forme de brutalité de l'histoire, d'une effraction, parce que la France était malheureuse et inquiète. » - Emmanuel Macron , cité par Valeurs actuelles - février 2018 : <https://bit.ly/3aPTxRG>

2. Coronavirus : L'état d'urgence sanitaire ouvre des brèches dans l'Etat de droit - in *Le Monde* du 28 mars 2020 : <https://bit.ly/34dJy5P>

3. conclusion de C. Salmon [4], citant Foucault

4. H. Arendt, in Vérité et politique [2]

Mais vite rattrapé par le manque de culture politique ou le “détronchage” de quarantaine plus ou moins fantasmé qu’opèrent sur vous les “habitués”, on laisse tomber. Il y a souvent un dedans et un dehors. Sans prétendre à généralisation ni à un historique des tentatives pour rompre cette frontière, je vais m’intéresser aux deux situations que j’ ai pu observées.

La première est la création d’un mouvement né à partir du parti “Les Verts” en 2008 sous l’impulsion de Daniel Cohn Bendit qui a initié à l’époque un rapprochement avec différentes personnalités non encartées (dites *de la société civile*, ce qui rejoint ma première partie : on en est ou en est pas...) pour lancer “Europe écologie” (EE). La gestation fût douloureuse et lente, à partir d’un petit parti de 9000 adhérents, divisé en neuf courants (!) qui avaient comme dans tous partis l’habitude de débattre autour de la production de textes votés en congrès pour savoir lequel serait “chef” des clans pour le prochain mandat. Pas très appétissant pour qui vient de l’extérieur.

L’idée de la coopérative était de s’inspirer du fonctionnement du parti écologiste belge de l’époque : pour les “civils” pas pressés de s’engager dans des élections, fonder une coopérative qui serait un lieu de réflexion et d’élaboration d’outils et d’idées alimentant le parti. Mais l’avorton resta chétif. Tandis que le parti s’étripait après un bref feu de paille aux européennes de 2009 pour retomber dans ses ornières habituelles si bien analysées par Erwan Lecœur [3]. Hormis celles analysées par ce dernier, les causes de l’échec pourrait bien aussi provenir d’un saut qui demeure entre les deux espaces : celui du “politique” de carrière, qui a les codes et que l’on vient écouter. Et celui du “non-politique”, citoyen de base venant causer de temps en temps mais surtout écouter. Si l’on regarde une salle de réunion politique : il y a l’espace dégagé et plus ou moins scénarisé de l’estrade avec micro et projecteurs ; et celui de la salle, dédié au public logiquement passif du point de vue du débat, sauf pour agiter des drapeaux ou brailler des slogans. Mais au delà de cette question de la *marche* qui demeure finalement au propre et au figuré entre la salle et l’estrade, le problème vient peut-être du fait que la finalité de la coopérative n’était que de faire des propositions pour *participer* à l’élaboration du programme éventuellement applicable en cas d’élection (car il arrive qu’il le soit) et non participer plus directement ensuite à l’action politique réelle sur le terrain, si des élus étaient obtenus.

La seconde situation est celle d’*Archipel citoyen*, liste toulousaine dont il doit exister des équivalents dans d’autres communes et dont le manifeste énonce entre autres :

«Le pouvoir ne doit plus être concentré dans les mains de quelques un-e-s mais au contraire se retrouver à tous les niveaux et dans toutes les structures de la communauté municipale et de ses habitant.e.s. Les Candidat.e.s et Elu.e.s doivent servir et défendre les idées et les projets des Toulousain.e.s, le bien commun et l’intérêt général avec exemplarité et transparence. Les habitant.e.s, premiers acteurs et actrices de la ville, doivent être impliqué.e.s dans l’émergence des idées et des projets, la construction des solutions, les prises de décisions, grâce à des méthodes inclusives et coopératives.(...) La Municipalité a pour mission de porter et développer les valeurs de civisme, bienveillance, tolérance, respect des autres et de soi-même, responsabilités individuelles et collectives, et de créer des opportunités pour les Toulousain.e.s de “faire ensemble»⁵.

Des promesses de transparence et de fluidité politique maintes fois rencontrées qui feront sourire certains et douter beaucoup, mais une chose est claire : au moins dans l’intention, la marche est abaissée. Non seulement dans l’élaboration du programme mais dans son éventuelle application. Le mode de réunion politique observé lors de cette campagne est d’ailleurs celui d’une agora circulaire où les citoyens-militants sont à des tables de travail (ou de repas selon l’horaire), même si le lieu de prise de parole reste centralisé pour des raisons techniques. Une scénographie inspirée voire revendiquée du municipalisme libertaire de Murray Bookchin :

«La base institutionnelle des futures municipalités démocratiques sera l’assemblée : l’ensemble de la population d’un espace délimité sera convié à s’y retrouver afin de délibérer et de prendre en charge les questions d’intérêt commun. Le citoyen perdra ainsi son statut de “mineur incompetent”, soumis à la tutelle de l’Etat, et deviendra enfin “majeur” à mesure que la politique deviendra la “province des amateurs, des gens ordinaires”.

Ces assemblées seront l’espace de la “recorporalisation des masses”, de la formation du corps politique ; elles se réuniront à intervalles réguliers dans divers lieux possibles : cour d’école, auditorium, théâtre, église, salle des fêtes, etc. Leur durée sera fixée en amont et un règlement adopté afin d’encadrer, notamment, les modalités de prises de décision.

Le bon déroulé de chaque assemblée, mobilisée autour d’un ordre du jour, sera rendu pos-

5. <https://www.larchipelcitoyen.org/les-5-piliers/le-manifeste-des-valeurs/>

sible par un personnel révocable à tout instant en cas de violation dudit règlement. La liberté d'expression devra être "la plus complète", et ce quelles que soient les divergences idéologiques, éthiques ou partidaires. Les décisions seront prises, après débats, par votation et à la majorité. La minorité aura à s'y conformer, sans quoi la vie sociale "se désintègre(ra) dans une cacophonie d'individus hargneux".»⁶

Ce programme tellement ambitieux résonne avec celui de la coopérative, que croise dans l'autre sens celui de l'auto-destruction des partis politiques. Il essaye de laisser la place à l'opinion de chacun, à sa voix qu'amplifie son masque social, celui de la personne qu'il choisit d'être aux autres sur la place publique d'où qu'il vienne, même s'il n'est rien. *Persona* : ce "masque avait pour fonction à la fois de donner à l'acteur l'apparence du personnage qu'il interprétait, mais aussi de permettre à sa voix de porter suffisamment loin pour être audible des spectateurs"⁷.

Dans un espace où il peut s'exprimer et gagner ses gallons, à tous les niveaux et dans le temps du mandat. Son exigence est immense. Mais à l'heure où l'individu est mis en avant par sa réussite, sa story, son profil social ; en même temps qu'écrasé par l'uniformité du traitement par l'intelligence artificielle exploitant les *data* qu'il cède en permanence malgré lui à la matrice numérique devenue incontournable, ce collectif là pourrait bien être le lieu possible de reconstruction du politique en ce qu'il laisse place à l'individu. Non pas sans les partis, mais pour un temps au moins, à partir d'un point qu'ils n'absorbent pas. Mais qui pourrait les absorber.

Réinventer l'eau chaude ?

La démocratie est à réinventer chaque fois qu'elle échoue dans son fonctionnement.

A la fin de *L'impérialisme* [1], Hannah Arendt analyse l'échec de la démocratie européenne du début du XX^e siècle qui a conduit au nazisme et à la *shoah*. Par la destruction progressive de l'individu comme personne, destruction de la personne juridique puis psychologique par sa fusion dans la masse indifférente où il ne compte plus pour rien. Le totalitarisme est ainsi destruction du politique et de ses conditions de possibilité que sont la spontanéité et la capacité humaine d'initier quelque chose de nouveau.

*«Etre fondamentalement privé des droits de l'homme, c'est d'abord et avant tout être privé d'une place dans le monde qui donne de l'importance aux opinions et rende les actions significatives».*⁸.

Arendt identifie cette évolution dans le refus par les états, pourtant terreau des droits de l'homme, de toute solution digne concernant les "apatrides" issus des minorités de l'Est et du Sud après le traité de Versailles de 1919. Le nazisme ramenant les "droits de l'homme" au "signe manifeste d'un idéalisme sans espoir ou d'une hypocrisie hasardeuse et débile"⁹. " Si l'absence d'accueil des migrants aux frontières de l'Europe est le signe actuel de cette limite de nos "démocraties" comme le souligne Judith Revel¹⁰ :

«Notre humanité n'est pas loin de se retirer de nous-mêmes, mais nous sommes trop aveugles pour comprendre que se joue là notre nom d'hommes et de femmes. La réinvention de l'hospitalité, la constitution d'un commun des humains, passe au contraire, et de manière infiniment urgente, par une condition absolue : la réappropriation du temps de la politique.»

Absence d'accueil de l'autre qui, avec l'absence de réaction mondiale face aux enjeux climat et biodiversité, co-signe le retrait du politique derrière la raison économique dans toute sa monstrueuse puissance sur l'humain et la nature. Le propos va bien loin pour signifier l'urgence à inventer d'autres chemins. Il ne passe pourtant pas forcément si loin des outils que l'humanité s'est déjà donnés pour le progrès social (corps intermédiaires, monde associatif, ESS..) mais ramenant chaque citoyen au réel du politique auquel il se doit de participer par la ré-appropriation de la gestion du proche, du commun, du quotidien : à commencer par celui de notre village ou de notre ville. La co-création d'un espace démocratique où le temps n'est pas simplement bouffé par l'impératif de consommer ou de survivre mais transformé en temps choisi de convivialité, dont on n'ose plus rêver tant les rêves tournent souvent au cauchemar comme nous le rappelle régulièrement l'histoire.

Et donc, avec la prudence de celui qui garde un œil dans le rétroviseur, peut-être pourrions nous tenter d'explorer ce nouvel outil, cette proposition d'archipel - ouvert à tous partis et individus, et quelle que soit sa forme - qui agrège les différences pour se déjouer des structures, des marches, des statuts et des

6. Site *socialisme libertaire* sur le municipalisme : <https://bit.ly/2XbwVqM>

7. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Persona_\(psychologie_analytique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Persona_(psychologie_analytique))

8. [1] p 599

9. [1] p 564

10. "Ne pas faire vivre et laisser mourir", Judith Revel *Esprit* juillet-août 2018 : <https://bit.ly/2XeESeD>

statues, en prenant garde de ne pas fabriquer un nouveau Léviathan.

En prenant garde toujours à *ne pas être trop gouvernés* par nos discours, hiérarchies, dispositifs de gouvernementalités, logiciels, algorithmes, idéaux ou utopies - pourtant souvent nécessaires... puisqu'on n'échappe pas à la gouvernementalité qu'érigent tous ces outils sitôt qu'ils sont forgés, dans nos sociétés, nos grammaires et jusque dans le gouvernement intérieur de soi-même.

Références

- [1] Hannah ARENDT. *Les origines du totalitarisme*. Quarto-Gallimard, (1948) 2002.
- [2] Hannah ARENDT. *La crise de la culture*. Folio-essai, (1954) 2002.
- [3] Erwan LECŒUR. *Des écologistes en politique*. Lignes de repères, 2011.
- [4] Christian SALMON. *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. La Découverte / poche 2008, 2014.